

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 Orléans

Orléans, le 14/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCCOIM

ZA des Pierrelets
45380 Chaingy

Références : n°99/2025 VAT20250087
Code AIOT : 0010001571

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2025 dans l'établissement SOCCOIM implanté Secval 45300 Dadonville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les constats ont été relevés lors d'une visite sur le site voisin.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCCOIM
- Secval 45300 Dadonville
- Code AIOT : 0010001571
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La plateforme de compostage de DADONVILLE est exploitée par SOCCOIM, autorisée par arrêté préfectoral depuis le 6 avril 2011.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Néant

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejet d'effluents (lixiviats) dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 26/04/2011, article 4.3.5.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les pluies abondantes de l'automne et l'hiver 2024 ont entraîné une augmentation importante du volume de lixiviats produits par l'installation.

Cette situation, susceptible de se reproduire, doit faire l'objet d'une proposition de solution pérenne par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejet d'effluents (lixiviats) dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2011, article 4.3.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet d'effluents (lixiviats) dans l'environnement
Prescription contrôlée : La plateforme n'est à l'origine d'aucun rejet d'eau vers le milieu naturel.
Constats : Lors de la visite de la carrière de Dadonville, l'inspection a constaté que le bassin de rétention des lixiviats débordait largement sur la plateforme ainsi qu'en dehors du site. Ces effluents s'infiltraient dans le sol puisque la périphérie du site n'est pas étanche. Sollicité sur cette situation, l'exploitant a indiqué avoir cherché une solution pour réduire le volume d'effluents (STEP) sans succès. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis des photos attestant que le bassin de lixiviats avait été vidangé. Les lixiviats ont été épandus sur la parcelle grand secval 1 îlot 15. Il s'agit d'une parcelle de 11.46ha. Dans ces conditions le constat est soldé. Plus d'écart relevé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de pallier durablement à une production de lixiviats excédentaires certaines années, une proposition pour le stockage d'un volume complémentaire doit être proposée en complétant le dossier de porter à connaissance actuellement en cours d'instruction (ex: une poche souple). Celle-ci pourra être installée sur site ou sur un site déporté.

Type de suites proposées : Sans suite